

Distr.
LIMITEE

TD/B/CN.3/L.2
14 janvier 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Commission permanente de la coopération économique
entre pays en développement
Première session
Genève, 11 janvier 1993
Point 3 de l'ordre du jour

ELABORATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA COMMISSION PERMANENTE

Projet de programme de travail soumis par le Président

1. Conformément au texte intitulé "Un nouveau partenariat pour le développement : l'Engagement de Carthagène", adopté par la Conférence à sa huitième session, la Commission permanente de la coopération économique entre pays en développement, compte tenu de son mandat qui figure dans l'annexe B de la décision 398 (XXXVIII) du Conseil, a approuvé le programme de travail ci-après pour la période allant jusqu'à la prochaine session de la Conférence.

Promotion et expansion du commerce entre pays en développement

2. La Commission permanente :

a) En ce qui concerne les programmes d'expansion du commerce des pays en développement : i) proposera des moyens d'accroître les échanges de biens et services entre pays en développement; ii) proposera des moyens de renforcer la compétitivité de ces échanges; iii) étudiera la possibilité de créer des réseaux commerciaux, y compris des systèmes d'information commerciale, pour faciliter l'expansion du commerce; iv) étudiera les possibilités

page 2

et recommandera l'adoption de mesures complémentaires concernant notamment l'investissement, la production, le secteur monétaire et financier, les transports et la technologie; et v) étudiera la possibilité de suivre une démarche axée sur des objectifs précis pour l'expansion du commerce entre pays en développement;

b) Dressera l'inventaire des obstacles, freins et autres entraves au commerce, et étudiera les débouchés commerciaux pouvant découler de leur suppression.

Promotion de la coopération entre entreprises

3. La Commission permanente :

a) Encouragera la coopération entre les entreprises appartenant à un même groupement, la coopération entre entreprises de groupements différents, ainsi que la collaboration avec les entreprises d'autres pays intéressés; la participation des entreprises publiques et privées aux activités de CEPD; la création de mécanismes institutionnels, tels que des réseaux d'information commerciale, ainsi que les contacts entre entreprises individuelles et entre leurs organisations (chambres de commerce et d'industrie, associations d'entreprises commerciales);

b) Etudiera la possibilité d'établir des coentreprises et autres formes de coopération entre entreprises des pays en développement, aux niveaux sous-régional, régional et interrégional, et proposera des mesures pour mettre en oeuvre ces arrangements et encourager la participation des pays développés.

Consultations régulières

4. La Commission permanente prendra les dispositions voulues pour que s'élabore un dialogue pragmatique entre les donateurs, les groupements sous-régionaux, régionaux et interrégionaux, ainsi que les participants aux programmes et projets de CEPD, en particulier afin de mobiliser un appui pour l'étude et la mise en oeuvre d'initiatives régionales et d'activités interrégionales, ainsi que pour l'établissement de liaisons entre les plans et mécanismes d'intégration et de coopération. En particulier :

a) La Commission encouragera l'échange de données d'expérience entre les groupements d'intégration;

b) Les participants à des programmes et projets de CEPD, y compris les groupements régionaux, sous-régionaux et interrégionaux, pourront informer les donateurs de leurs objectifs de développement à court terme et à long terme ainsi que de leurs besoins en matière d'assistance extérieure;

c) Les donateurs pourront fournir des renseignements sur leurs programmes d'assistance concernant la coopération entre pays en développement; à partir de ces renseignements, ainsi que d'études faites par le secrétariat et d'autres organisations compétentes, des possibilités d'amélioration des programmes en question pourront être définies;

d) On étudiera des programmes et projets ainsi que des mesures internationales d'appui en faveur de la coopération économique, technique et autre entre pays en développement;

e) On étudiera les nouvelles possibilités de coopération entre pays en développement et de collaboration avec d'autres pays intéressés ou leurs groupements.

Renforcement de l'intégration sous-régionale et régionale et promotion de la coopération interrégionale

5. La Commission permanente :

a) En se fondant sur l'expérience sous-régionale, régionale et interrégionale de la coopération économique, définira des mesures propres à faciliter l'utilisation de mécanismes d'intégration pour favoriser la CEPD et à accroître la participation des organisations sous-régionales, régionales et interrégionales à ses travaux;

b) Etudiera les mesures qui pourraient être prises pour régler des questions particulières soulevées par la mise en place de mécanismes régionaux et sous-régionaux pour la libéralisation du commerce et l'octroi de préférences, comme le problème de la perte de recettes fiscales; le traitement spécial à accorder aux pays moins développés, et en particulier aux pays les moins avancés membres de groupements; les règles d'origine et le rôle des fonds régionaux pour l'ajustement;

c) Etudiera les possibilités concernant diverses formes de coopération sectorielle de façon à créer les conditions d'une affectation plus efficace des ressources, y compris la mise en place de programmes sous-régionaux visant à encourager la création et l'expansion de structures complémentaires de production entre les pays membres de groupements d'intégration;

Elargissement et approfondissement de la coopération monétaire et financière et de la coopération en matière d'investissements

6. La Commission permanente :

- a) Examinera de façon suivie les tendances et l'évolution de la coopération monétaire et financière entre pays en développement;
- b) Analysera les problèmes particuliers des accords de compensation et de paiements entre pays en développement, ainsi que des accords entre des pays en développement et d'autres pays intéressés, et étudiera les moyens d'y remédier;
- c) Examinera des études et suivra l'évolution concernant le financement du commerce aux niveaux national, régional, sous-régional et interrégional, s'agissant en particulier des faits nouveaux relatifs à la création d'un mécanisme interrégional de financement du commerce et du renforcement des mécanismes nationaux de financement du commerce;
- d) Examinera des études relatives aux marchés financiers régionaux et autres modes de coopération financière reposant sur le marché entre institutions financières et bancaires, en vue d'identifier les obstacles ainsi que de nouvelles possibilités de coopération;
- e) Etudiera les domaines se prêtant à des flux d'investissements directs vers les pays en développement, et les possibilités en la matière.

Appui technique, assistance et perfectionnement des compétences

7. La Commission permanente examinera de façon suivie les activités de coopération technique réalisées par le secrétariat de la CNUCED à l'appui de l'exécution du programme de travail de la Commission. La Commission prie le secrétariat de la CNUCED :

- a) De fournir des conseils et une assistance technique, sur demande, aux mécanismes de coopération et d'intégration économiques sous-régionaux, régionaux et interrégionaux et à leurs Etats membres pour la réalisation de leurs objectifs;
- b) De mobiliser une assistance et un appui pour la conception et l'exécution d'initiatives plurinationales et d'activités interrégionales, et la constitution en réseau des mécanismes d'intégration et de coopération, ainsi que pour encourager les entreprises et autres agents économiques tels qu'investisseurs et associations professionnelles et commerciales à participer activement à ces initiatives et activités, en tenant compte des travaux d'autres organisations compétentes;

c) De donner des conseils concernant les mécanismes nationaux et régionaux de financement du commerce et l'amélioration et l'expansion des accords de paiements et de compensation;

d) De suggérer des méthodes et des possibilités de développement des marchés financiers régionaux et de renforcement des interactions entre ces marchés;

e) De déterminer des projets pouvant conduire à la création de coentreprises entre entreprises de pays en développement;

f) D'organiser des forums, séminaires, ateliers, tables rondes et réunions de groupes d'experts spécifiques aux niveaux sous-régional, régional et interrégional, et d'y participer;

g) D'assurer la liaison avec les organisations compétentes au sein du système des Nations Unies et en dehors, en particulier les commissions régionales, en vue d'élaborer des analyses, des activités et des programmes à l'appui de la CEPD.
